

SOCIÉTÉ :

L'offensive identitaire de
Laurent Wauquiez
(page 11)



CULTURE :

Une année de luttes
(page 13)



DÉMOCRATIE :

Le pire de l'extrême-droite
en assemblée plénière
(page 15)

Papierdevert

L'ÉCOLOGIE QUI DÉCAPE EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES.



Numéro 1 - Août 2022

Climat: un an d'inaction

Grand angle (pages 6 à 10)

Auvergne-Rhône-Alpes est-elle si bien gérée ?

Quand l'arbre du AA+ cache la forêt du
clientélisme (page 12)



Suivez-vous



Les Écologistes

CONSEIL RÉGIONAL AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Aux côtés des éleveurs face à la brucellose

Le mardi 4 janvier 2022, plus de 150 personnes s'étaient rassemblées au petit matin à proximité de la ferme de Pré Jourdan à Saint-Laurent (Haute-Savoie), pour exprimer leur soutien à la famille Forestier, suite à l'arrêt préfectoral ayant décidé de l'abattage total de son troupeau de vaches pour un seul cas. L'élevage de plein-air est menacé dans notre région (cf. page 7).

Plus d'infos ici :



Journée mondiale de lutte contre le sida

Le VIH, virus du sida, circule toujours dans notre région, la 2e la plus touchée en France. Le conseil régional a un rôle important à jouer pour mettre fin à l'épidémie, mais n'est toujours pas au rendez-vous. Notre groupe était mobilisé pour le rappeler le 1er décembre 2021, journée mondiale de lutte contre le sida.

Plus d'info ici :



EPR : ni au Bugey, ni ailleurs !

Onze ans après l'accident nucléaire de Fukushima au Japon, neuf groupes écologistes se sont rassemblés pour interpeller le gouvernement et EDF. Résolument opposés à la construction d'un EPR sur le site de la centrale nucléaire du Bugey (Ain), nous avons détaillé le risque que représente le projet d'EPR pour notre territoire comme pour les pays voisins. Dans une région frappée par la sécheresse qui menace le refroidissement des centrales, les élus écologistes souhaitent d'abord améliorer le mix énergétique en pariant sur les énergies renouvelables et la sobriété.

Plus d'infos ici :



Le retour du Salon Primevère

Nous étions présentes au 36e salon Primevère le 26 février 2022, pour rencontrer et échanger avec des associations, des petits producteurs de notre région et des acteurs et des actrices de l'économie sociale et solidaire, comme Rebooteille qui œuvre au retour de la consigne des bouteilles en verre (photo).

Plus d'infos ici :



Non aux sublimes routes du Vercors

Entre la Drôme et l'Isère, 22 millions d'euros sont budgétés pour élargir des routes dans le seul but d'y voir circuler toujours plus de motos, camping-cars et autres véhicules de tourisme. Le 21 mai une mobilisation organisée par des habitant-es du Vercors a réuni plus de 150 personnes au col de la Bataille en présence d'élus du groupe.

Plus d'infos ici :



ÉDITO

2022 marque à la fois le cinquantenaire du premier « Sommet de la Terre » de Stockholm et de la publication du « Rapport sur les limites de la croissance dans un monde fini » du Club de Rome (Rapport Meadows). Pourquoi commencer cet édito par ce double-anniversaire ? Pour souligner le fossé abyssal qui se creuse entre d'une part 50 ans d'alertes scientifiques et de structuration des mouvements écologistes partout sur la planète, et d'autre part 50 ans de conciliabules internationaux décevants et de manque d'ambition politique dans les actes. 50 ans où les crises écologiques se sont aggravées autant que les inégalités sociales se sont creusées.

Auvergne-Rhône-Alpes, première région du déni climatique

La région Auvergne-Rhône-Alpes est malheureusement emblématique de ce manque d'ambition. Ici, le dérèglement climatique s'écrit au présent. Nos montagnes sont particulièrement touchées, les glaciers fondent à vue d'œil et la neige se fait rare. La réponse politique ? Multiplier les canons à neige, en les branchant sur les circuits d'eau potable !

Ici, nos rivières et nos fleuves voient leur débit chuter, si bien qu'on peine à refroidir nos nombreuses centrales nucléaires. À la sécheresse et aux canicules de plus en plus précoces, s'ajoutent des épisodes violents de grêle et d'inondation. Mais l'argent est dépensé en méga retenues collinaires, en infrastructures qui amènent toujours plus loin l'eau du Rhône et de la Loire pour irriguer des champs de maïs, et en fonds d'indemnisation des seuls « aléas climatiques », symbole s'il en est du manque d'anticipation... Rien n'est fait pour engager un changement de modèle : au contraire, les subventions à la bio sont supprimées et les paysan-nes qui souhaitent s'installer dans des modèles non-conventionnels ne sont plus aidés.

Ici aussi, on continue de fragiliser les zones humides, de la narse de Nouvialle dans le Cantal aux étangs de la Dombes dans l'Ain. On bétonne à tout-va pour gagner quelques minutes en voiture et on dépense des milliards dans un tunnel transalpin qui ouvrira peut-être dans 15 ou 20 ans, alors que les lignes ferroviaires se meurent aujourd'hui et que le report modal est délaissé.

Ici, nous avons pourtant tout pour réussir la transition : un savoir-faire industriel très performant, des filières d'avenir comme celle du photovoltaïque avec Ferropem et Photowatt, un patrimoine naturel exceptionnel et encore globalement préservé, une agriculture de qualité, ne demandant qu'à être accompagnée dans cette transition. Tous les ingrédients pourraient être réunis pour se libérer des énergies fossiles et organiser notre autonomie.

Austérité et connivence avec l'extrême-droite

Laurent Wauquiez aime accumuler les breloques auto-attribuées : région la mieux gérée, première région du tourisme durable, première région de l'hydrogène, première région en tout si on en croit la communication abondante de l'exécutif de droite. La réalité est tout autre. Notre région accumule les retards, nos lycées étouffent à chaque canicule, nos lignes ferroviaires manquent d'investissement, la formation est délaissée et des milliers d'emplois durables et utiles ne sont pas pourvus.

Depuis notre élection le 27 juin 2021, nous nous battons contre cette droite forte avec les faibles et faible avec les forts, toujours plus dogmatique, accrochée à l'ancien monde de la croissance infinie, d'une nature exploitable sans limite ni précaution et du profit facile au détriment des travailleurs et travailleuses, de la santé, de la biodiversité et du climat. Nous dénonçons les nombreuses connivences dégoûtantes avec l'extrême-droite, meilleure alliée du président, que ce soit sur la vision de la culture, des actions éducatives, de la sécurité et du déni climatique. Enfin, nous sommes sur le terrain pour faire entendre la voix des citoyennes et citoyens qui se battent et pour construire avec elles et eux le monde de demain.

C'est tout cela que nous avons voulu partager avec vous. Le travail de 28 élu-es écologistes au front en Auvergne-Rhône-Alpes.

Bonne lecture et vivement 2028 !

Fabienne Grébert, présidente du groupe



Séminaire de notre groupe à la Citadelle d'Albertville les 3 et 4 mars 2022 pour se former et finaliser notre feuille de route pour le mandat. Sans oublier un échange avec les militantes et militants de Savoie à la librairie des Bauges !

Retrouvez le trombinoscope de notre groupe avec nos coordonnées et les commissions et organismes dans lesquels nous siégeons sur notre site internet.



Le trombinoscope par ici :

Le Plan Montagne II : le ski à tout prix

Depuis des mois, une mobilisation citoyenne est née autour du plateau de Beauregard (Haute-Savoie) pour dénoncer le projet de construction d'une cinquième retenue collinaire sur le domaine de La Clusaz. Présentée par des élus locaux comme un projet permettant de garantir suffisamment d'eau à la population, cette retenue servira surtout à fournir en neige artificielle la station de ski de La Clusaz, au détriment de la faune et de la flore locales exceptionnelles (58 espèces protégées recensées). Ce projet de retenue collinaire symbolise la folie de cette fuite en avant du ski à tout prix, promu dans le plan montagne de Laurent Wauquiez, très loin de la « montagne durable » présentée dans la communication. Nous défendons une tout autre vision de la montagne, réellement durable, de toutes saisons et au service de ses habitantes.



Les élèves en déplacement sur le site du projet de retenue collinaire de Beauregard près de La Clusaz (15 novembre 2021)

Marché couvert du Puy-en-Velay : le système Wauquiez dans toute sa splendeur !

Une enquête du parquet national financier a été ouverte suite aux révélations de Médiacités concernant l'attribution d'une délégation de service public pour la halle du marché couvert du Puy-en-Velay (Haute-Loire), sur fond de soupçons de favoritisme. Des enregistrements effectués dans les bureaux de la mairie apporteraient la preuve qu'un des deux candidats a été favorisé. Le candidat écarté, engagé à gauche, ne plairait pas à Laurent Wauquiez et n'aurait donc pas été retenu à dessein. Notre conseiller régional de Haute-Loire, Renaud Daumas, a effectué un signalement auprès du procureur de la République en lui transmettant les documents relatifs au vote d'une généreuse subvention régionale de 837 000 € pour ce projet.

Stop aux violences faites aux personnes LGBTQI+

Laurent Wauquiez n'est pas un allié des personnes LGBTQI+, ça n'est pas un scoop pour ce fervent soutien de la Manif pour tous. Dans notre région, cette hostilité s'est concrétisée dès 2016 par la suppression des subventions aux associations LGBTQI+. Lors de l'examen d'un rapport sur la lutte contre les violences faites aux femmes, nous avons proposé que le conseil régional s'empare des enjeux liés aux violences à l'encontre des personnes LGBTQI+. Pour la première fois, Laurent Wauquiez a accepté de travailler le sujet, et nous avons donc eu rendez-vous avec son exécutif le 11 mars. On attend maintenant les actes.

Malformations congénitales : le REMERA toujours privé de soutien régional

Ils sont 80 000 enfants et fœtus porteurs de malformations recensés dans le REMERA. Ce registre surveille depuis 1973 l'ensemble des malformations congénitales des départements du Rhône, de l'Isère, de la Loire et de l'Ain. Le REMERA a notamment permis de lancer l'alerte sur « les bébés nés sans bras de l'Ain ». Mais depuis 2017, il fait face à des problèmes financiers suite à la décision de Laurent Wauquiez de supprimer la subvention régionale. À l'occasion du plan santé voté en mars, nous avons bien proposé de rétablir ce soutien, en vain. En matière de santé environnementale, la droite régionale préfère ignorer les conséquences de causes qu'elle soutient par ailleurs.

Lyon-Turin : c'est toujours non !

Le projet de tunnel euralpin Lyon-Turin est une catastrophe programmée : financière, environnementale, sanitaire. Ce méga projet cumule les « mauvaises surprises » : le chantier accuse déjà 15 ans de retard et sa facture s'est envolée avec un coût total qui devrait dépasser les 22 milliards d'euros. Notre groupe demande l'arrêt de ce projet inutile et coûteux. Les travaux préparatoires ont déjà occasionné la pollution irréversible de nombreux cours d'eau et des tonnes de déchets. Il y a urgence pour la qualité de l'air des vallées alpines, on ne peut pas attendre : le report modal doit être mis en place au plus vite et la rénovation de la ligne existante est la seule manière d'accélérer le report modal et de sauvegarder les finances publiques (cf. page 9).

Premier déplacement du mandat dans la vallée de la Maurienne pour rencontrer les acteurs et actrices qui travaillent sur des solutions alternatives au projet du Lyon-Turin (21 septembre 2021)



Petite enfance : l'inertie face à la pénurie

La rentrée 2022 devrait voir la fermeture de centaines de berceaux dans les crèches de notre région faute de personnel, auxiliaires de puériculture (AP) comme éducateurs et éducatrices de jeunes enfants (EJE), alors même que les écoles de notre région refusent chaque année des centaines de candidatures faute de places de formation disponibles. Chaque nouvelle place de formation ouverte par la région est donc synonyme d'une embauche supplémentaire. Cette situation dramatique touche particulièrement nos quatre métropoles, mais pas seulement. En réponse, l'exécutif régional n'a ouvert que 121 nouvelles places d'AP pour la rentrée, et aucune d'EJE. Insuffisant pour surmonter la crise massive de cette filière pourtant fortement pourvoyeuse d'emplois.

Climat : Un an d'inaction

Le lit de la rivière Drôme complètement asséché :

Dans le secteur de Livron à Loriol, la rivière Drôme est asséchée sur 1,4 kilomètre et la situation devrait empirer.

Pour la première fois de l'été, la quasi totalité du département est passée au niveau maximal de sécheresse.

(19 juillet 2022)

Le dernier rapport du GIEC est sans appel : nous n'avons plus que trois ans pour agir et conserver un monde vivable pour nous-mêmes et nos enfants. Sur neuf limites planétaires, six ont désormais été dépassées (changement climatique, érosion de la biodiversité, modification de l'usage des sols, cycle de l'eau douce, perturbation des cycles biochimiques de l'azote et du phosphore, pollution chimique). Sécheresses accrues, hausse considérable des températures, incendies : les symptômes de la crise climatique sont d'ores et déjà bien présents dans notre région.

L'ampleur du réchauffement climatique en Auvergne-Rhône-Alpes

Selon les chiffres de l'ORCAE (Observatoire régional Climat Air Energie), en 50 ans la région Auvergne-Rhône-Alpes a subi un réchauffement climatique moyen de plus de 2°C, supérieur aux moyennes nationales et mondiales. Ce réchauffement s'accompagne d'une hausse du nombre de journées chaudes annuelles (températures maximales supérieures à 25°C : + 17 jours) et une baisse du nombre de jours de gel annuels (-16 jours). La Savoie est le département le plus affecté avec une hausse de la température moyenne annuelle de plus de 2.7°C entre 1960 et 2020. Cela se ressent sur nos glaciers alpins qui fondent à vue d'œil.

Et ce n'est que le début. Quel que soit le scénario envisagé par les équipes scientifiques, il est prévu que le réchauffement climatique s'accroisse rapidement dans les prochaines années. Pour la 2e moitié du XXIe

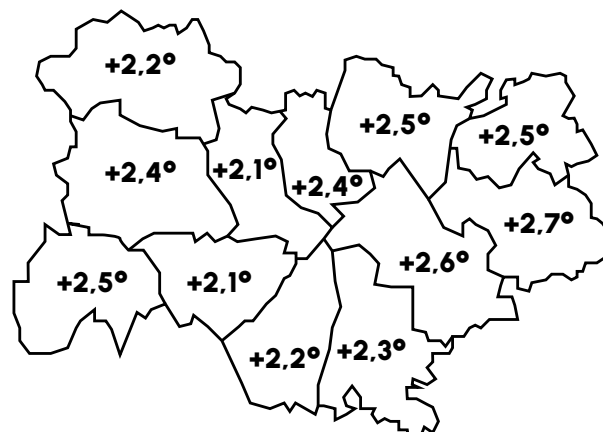
siècle, la responsabilité revient aux politiques décidées et menées en ce moment-même par nos dirigeants. Sans prise en compte sérieuse de la crise climatique, le réchauffement pourrait dépasser les + 4°C à l'horizon 2071-2100 et entraîner des répercussions dramatiques et irrévocables en matière de ressources naturelles (eau, qualité de l'air, habitats et espèces). C'est tout l'équilibre de la biosphère et de nos écosystèmes qui est menacé.

Le réchauffement climatique est causé par l'activité humaine et par le soutien inébranlable à un modèle de croissance infinie, alors même que les ressources de la planète ne sont pas indéfiniment renouvelables. Il est temps de stopper l'hémorragie pour limiter les conséquences de la crise climatique. L'objectif est clair : réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre. Pour cela, tout notre système économique, agricole et industriel actuel doit être remis en cause et réformé. Mais c'est sans compter sur l'aveuglement et l'irresponsabilité de trop nombreux responsables politiques, dont l'exécutif de la région Auvergne-Rhône-Alpes

qui fait fi des travaux des scientifiques du climat et des inquiétudes et mobilisations citoyennes.

Une politique climaticide menée par Laurent Wauquiez

Au contraire, l'exécutif régional s'obstine à soutenir un modèle de surproduction, de développement économique et industriel sans conditions, qui participe directement au dérèglement climatique. Le projet de déviation de la RN 88, défendu corps et âme par Laurent Wauquiez (cf. page 9), est une folie destructrice pour l'environnement (destruction des paysages, de la ressource en eau, de la biodiversité, et pollution atmosphérique accrue). Pendant que des projets climaticides sont massivement financés par la région, le budget de l'environnement est en baisse, des postes dans les zones Natura 2000 sont menacés (cf. page 8). Hydrogène et méthanisation sont présentés comme l'alpha et l'oméga de la politique environnementale régionale, comme si cela pouvait suffire. C'est à s'interroger sur le sens des responsabilités du président du conseil



Évolution des températures moyennes annuelles entre les périodes 1961-1990 et 1991-2020 en Auvergne-Rhône-Alpes.

Source : ORCAE

régional : qu'il s'agisse d'ignorance, de déni ou de tartufferie, l'inaction est criminelle.

Les moyens d'une action climatique nécessaire de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Pourtant, la Région a les moyens d'engager une politique ambitieuse en matière de lutte contre le réchauffement climatique. À la place du tout routier, la priorité devrait être le soutien au réseau ferroviaire en rouvrant les lignes ferroviaires du quotidien, notamment en milieu rural, et augmentant le nombre de trains (cf. page 9). Notre groupe défend également une agriculture relocalisée, diversifiée et écologique, moins consommatrice en eau (cf. page 7). Relocaliser l'industrie, accompagner

les entreprises dans leur transition écologique (cf. page 10), respecter strictement l'objectif Zéro Artificialisation nette (ZAN), mettre en place des indicateurs d'évaluation des politiques publiques orientés vers l'impact écologique sont autant de leviers publics au service de la bifurcation écologique que les élu-es écologistes défendent au conseil régional.

Il y a également urgence à nous adapter à la part déjà inéluctable du dérèglement climatique. Un plan massif de végétalisation devrait redonner toute sa place à la nature sur l'ensemble du territoire régional. La chaleur étouffante dont ont été victimes les lycéen-nes en fin d'année scolaire a montré l'incapacité de nos lycées à supporter des canicules de plus en plus précoces et intenses et

à assurer de bonnes conditions de travail pour nos élèves, notamment pendant les examens.

La précarité énergétique est une triste réalité de notre région : il est impératif de mettre en œuvre un large plan de rénovation thermique des bâtiments et des logements. Et il est tout aussi impératif d'en finir avec les champs de maïs qui dévorent la ressource en eau et de travailler avec des plants plus adaptés à la chaleur et à la sécheresse. Pour préserver l'équilibre de notre écosystème et celui de nos enfants.



Plus d'infos :

Le Seigneur des panneaux maître en son domaine

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'aménagement du territoire relève d'un étrange mélange entre marketing territorial et préférence politique. Le « Seigneur des panneaux » a fait de notre région le laboratoire d'un développement rural rétrograde, en réduisant les habitant-es des zones rurales à des chasseurs que seuls intéresseraient les investissements routiers. Cela pourrait prêter à rire s'il ne s'agissait pas de millions d'euros dépensés sans critères clairs et sans concertation. Ainsi sur tous les sujets d'aménagement, les élu-es régionaux peinent à accéder aux dossiers. Les métropoles (Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand et Saint-Etienne), repaires de « bobos urbains à vélo », sont tout bonnement oubliées des procédures de concertation et de la plupart des dispositifs.

Ainsi, nous voyons se multiplier les exemples d'un clientélisme qui ne se cache plus (cf. page 12) : les « nouveaux contrats ambition région » devant aider les territoires ont pour effet d'exclure certaines communes d'un véritable accompagnement : toutes les communes de plus de 20 000 habitant-es hors métropole et de plus de 30 000 habitant-es dans les métropoles... Ainsi, seront financées des communes aisées des Monts d'Or mais pas Bron, Vénissieux ou Échirolles. Et le budget de la politique de

la ville s'est réduit comme peau de chagrin. Ce sont bien les quartiers populaires et les villes écologistes et de gauche qui semblent être sanctionnés de ne pas avoir voté correctement.

Et ces subventions se limitent encore et toujours aux seules dépenses d'investissement, au grand dam des communes rurales qui manquent de ressources en interne. C'est le sens d'un amendement déposé en décembre dernier pour demander, sans succès, la création d'une aide régionale à l'ingénierie de projets.

« L'investissement ne fait pas tout ! Dans de nombreuses communes rurales, le conseil et l'expertise sont inexistant dans l'accompagnement des élu-es pour réaliser leurs projets, préciser leurs besoins et en évaluer la faisabilité. »

2023 sera marquée par la modification du SRADDET, le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, pour intégrer notamment la loi Climat et Résilience et les objectifs de Zéro Artificialisation nette (ZAN). Sachant que, selon l'Observatoire régional Climat Air Energie (ORCAE), les gaz à effet de serre n'ont baissé que de 2% sur les cinq dernières années en Auvergne-Rhône-Alpes, il est difficile d'imaginer atteindre les 30% de baisse d'ici 2030 que fixe ce document, objectif déjà bien timide.

D'autant que le Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2021-2027 n'a pas été construit en adéquation avec les objectifs du SRADDET. Notre groupe a repris le programme co-construit durant la campagne, pour proposer un CPER susceptible d'atténuer les effets du réchauffement climatique et de s'adapter à ses conséquences.



La Dombes (Ain), plus grande zone Natura 2000 de la région et zone humide exceptionnelle avec ses 1 100 étangs, est menacée par le réchauffement climatique. Les acteurs locaux font preuve d'ingéniosité pour préserver et valoriser le patrimoine naturel et économique de la Dombes : reconnaissance de la filière poisson de Dombes, expérimentation d'élevage biologique, recherche de débouchés pour le cuir de carpes, mise en place de Plans Alimentaires Territoriaux, etc. Ce territoire avait vu la préfiguration d'un Parc naturel régional, abandonné par Laurent Wauquiez en 2017 et remplacé par un « contrat de territoire », lui-même abandonné en mars 2022.



Modèle agricole : la Région du déni

L'agriculture représente 19% des émissions de gaz à effet de serre en France, soit le 2e secteur après les transports. C'est aussi un secteur particulièrement vulnérable au réchauffement climatique. Alors que toute l'action publique devrait être concentrée sur ces défis, l'écart est abyssal entre l'attitude gestionnaire de l'exécutif régional en Auvergne-Rhône-Alpes et le nécessaire accompagnement du monde agricole vers l'adaptation au réchauffement climatique.

Déplacement en Haute-Loire et dans le Rhône sur le thème de l'agriculture en compagnie de Benoît Biteau (20 juin 2022)



Modèle agricole en AuRA : business as usual

Un exemple est emblématique : dans le cadre de la nouvelle programmation de la Politique agricole commune (PAC), chaque région française était invitée à sélectionner des lignes de crédits pour mettre en œuvre ses politiques publiques. Ces choix, fondamentaux pour nos territoires et notre souveraineté alimentaire, n'ont jamais été discutés démocratiquement. Ne figure ainsi en Auvergne-Rhône-Alpes aucune ambition en matière de réduction des produits phytosanitaires.

Alors que la région Auvergne-Rhône-Alpes faisait office de région « pionnière » en matière d'agriculture biologique, avec 11% de la SAU (surface agricole utile) régionale en bio, elle est désormais la région française qui connaît la croissance de sa SAU Bio la plus faible entre 2020 et 2021. Pire, l'installation en agriculture et l'accompagnement des nouveaux modes de production sont directement menacés par les choix régionaux de ne pas

financer l'animation des zones Natura 2000 et l'installation paysanne à travers les ADDEAR. Alors que 50% des agriculteur-trices doivent partir à la retraite dans les 10 prochaines années, cette question est pourtant cruciale (voir encart).

Sécheresse, gel ou épisodes de grêle, la Région aura versé un montant record de 13,2 millions d'euros en 2021 aux exploitations agricoles au titre des aléas climatiques. Les agriculteur-trices de notre région doivent être accompagnés pour s'adapter au réchauffement climatique, dans la diversification de leur culture. Or,

focalisée sur l'investissement de court terme, l'ambition de la région présentée dans le volet

« accompagner la transition face aux défis climatiques et de préservation des ressources naturelles » se réduit à des inepties telles que « faciliter l'achat de matériel de réchauffement de l'air » en cas de gel... La lentille du Puy, dont la culture est aujourd'hui menacée par la crise climatique, en est un symbole.

L'élevage de plein-air en danger

Autre exemple d'absurdité : l'élevage de plein-air, pourtant plébiscité par les consommateur-trices, est menacé dans notre région. Plus respectueux du bien-être animal, il permet également des systèmes de production agricole plus vertueux au niveau environnemental que les sordides fermes-usines. Nous étions le 20 juin en Haute-Loire avec Benoît Biteau, député européen, auprès d'éleveurs et éleveuses de plein air qui s'engagent au sein du collectif « Sauve qui ponte 43 » pour dénoncer une application zélée par la France de la réglementation européenne sur les salmonelles pour les volailles élevées en plein-air. Sans rapide évolution, les autorités prennent le risque de faire vivre aux paysannes un enfer, de renforcer l'artificialisation et une concentration toujours plus grande au détriment du bien-être animal, du climat et de notre santé. Laurent Wauquiez a refusé toute création d'un fonds d'aide aux éleveur-ses de plein-air.

Les écologistes sauvent l'aide en apiculture

Alors même que la France a renouvelé les autorisations de produits dangereux pour les abeilles, tels que les néonicotinoïdes et le glyphosate, les apicultrice-ses de la région Auvergne-Rhône-Alpes s'approprièrent à subir une double-peine. Dans la première région apicole de France, Laurent Wauquiez prévoyait d'abandonner la MAEC (Mesure agro-environnementale et climatique) API (pour apiculteurs) lors de la prochaine programmation du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER). La fin d'une aide favorable à la bonne santé de l'économie apicole, des abeilles, et donc de la pollinisation... Mis devant le fait accompli nous avons demandé et obtenu de l'exécutif régional que le programme MAEC API ne disparaisse pas des ambitions régionales.

Dialogue rompu au conseil régional sur l'installation agricole

14 200 exploitations agricoles ont disparu de notre région en 10 ans, et plus des trois-quarts depuis 1970. Les enjeux d'installation agricole devraient donc être prioritaires. Pourtant, certains acteurs du monde agricole semblent avoir plus de mal à obtenir un rendez-vous au conseil régional que d'autres... Malgré de nombreuses sollicitations et demandes de rendez-vous, plusieurs organisations n'ont eu d'autres choix que de manifester devant le conseil régional pour se faire entendre. Ainsi, le 20 octobre, la Confédération paysanne manifestait pour que la Dotation Jeune Agriculteur (DJA) continue d'être versée pour les installations hors cadre familial. Le 30 mai, c'était au tour de l'ARDEAR (Association régionale pour le développement de l'emploi agricole et rural), dont la Région supprime cette année les 500 000 € de subvention, de manifester pour obtenir des explications. Cette rupture de dialogue avec ces acteur-rices pourtant incontournables du monde paysan et sur un sujet aussi majeur que l'installation est une faute incompréhensible.

Réunion publique avec les éleveur-ses de la région sur les zoonoses à Saint-Etienne-Lardeyrol (Haute-Loire) le 20 juin 2022.



La chasse aux écolos prime sur la protection du vivant

Les zones naturelles, véritables réservoirs de biodiversité, sont aujourd'hui menacées par les politiques menées par Laurent Wauquiez et son exécutif. Au premier rang de son offensive figurent les sites Natura 2000 qui font partie d'un réseau européen créé en 1992 de zones naturelles ayant une grande valeur patrimoniale.

subventions d'animation de l'Europe pour les 266 sites Natura 2000 de la région. Fidèles à notre engagement d'assurer un rôle de lanceur d'alerte durant notre mandat, nous avons tenu début juillet une conférence de presse au parc de Miribel-Jonage en présence de responsables des structures concernées par ces baisses. Les conséquences de ces coupes de subventions seront désastreuses.

c'est aussi très révélateur de la vision de Laurent Wauquiez, qui gère l'argent de la région en fonction de ses seuls intérêts électoraux.

La Narse de Nouvialle, un exemple emblématique de zone humide menacée

La Narse de Nouvialle dans le Cantal compte parmi les zones Natura 2000 sur la sellette en Auvergne-Rhône-Alpes. Cette immense zone humide est menacée d'exploitation par les entreprises Imerys et Chemviron qui souhaitent extraire des minerais. Le collectif pour la Narse de Nouvialle s'est constitué avec des citoyen·nes et des élu·es locaux pour s'opposer aux projets d'extractions. Il se penche également sur l'élaboration d'un projet économique alternatif pour le territoire, respectueux de celui-ci et fournisseur d'emplois durables.

Dans un communiqué de presse, des élu·es et responsables écologistes du Cantal, dont Natacha Muracciale, conseillère régionale, ont demandé un classement de la zone en Espace naturel sensible (ENS) afin de préserver davantage sa biodiversité et empêcher tout projet d'extraction. Cette zone constitue un tampon face à l'alternance de périodes de sécheresse et d'inondation, alors que la préservation des ressources en eau est un enjeu crucial à court terme.

Conférence de presse aux abords du parc de Miribel en compagnie de plusieurs acteurs qui agissent pour la protection de la biodiversité en AuRA (8 juillet 2022)



La région compte 266 zones, ce qui représente 12 % du territoire régional.

« La région Auvergne-Rhône-Alpes, pourtant cheffe de file en matière de biodiversité a fait le choix de renoncer aux subventions d'animation pour les 266 sites Natura 2000 »

À l'occasion de la prochaine programmation des fonds européens, la région Auvergne-Rhône-Alpes, pourtant cheffe de file en matière de biodiversité depuis l'adoption de la loi 3DS (différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification) en février 2022, a fait le choix de renoncer aux

Ce sont les emplois des animateur·trices de ces zones qui vont disparaître et toutes les opportunités de diffuser les meilleures pratiques de protection de la biodiversité et de coopération entre naturalistes, agriculteur·trices, et collectivités.

Pourquoi cette offensive ? Laurent Wauquiez le dit plus franchement hors caméra, par exemple lors de la commission permanente de mars, à huis clos : « Sur les crédits Natura 2000, on est à la limite des emplois fictifs. [...] Ce qui me gêne, c'est que vous avez des gens qui sont salariés, qui perçoivent des subventions publiques et sont ensuite l'armature de vos [les écologistes, ndlr] campagnes électorales ». En plus d'être un mensonge,

Narse de Nouvialle dans le Cantal



La chasse ne connaît pas l'austérité

Sur les six dernières années, la région a versé 9 millions d'euros aux fédérations de chasse. Dans le détail, ce sont 6,3 millions d'euros via les conventions chasse et environ 2,7 millions via d'autres politiques régionales, notamment pour rénover les locaux de chasse

Lors de l'assemblée plénière en juin, le montant des investissements accordés dans le cadre du plan chasse correspondait à 14 € par chasseur par an tandis que, à titre de comparaison, 8 € par an par habitant·e seulement sont investis dans la culture. Tout ceci en faisant adopter dès le lendemain un rapport sur le bien-être animal, cherchez la cohérence !

À l'heure où 70 % des Français·es se déclarent prêt·es à l'instauration d'un dimanche sans chasse selon un sondage IFOP publié en 2021, les élu·es écologistes ont déposé avec le groupe socialiste un amendement dans ce sens, évidemment rejeté par la majorité.

Bilan : beaucoup de communication pour très peu de résultats en matière de protection de l'environnement.



Transports : la région coincée à l'ère Pompidou

Avec 31 % des émissions de gaz à effet de serre, le secteur des transports est le principal émetteur de notre région. Or, la mobilité est une compétence centrale des conseils régionaux, avec les TER et les transports scolaires notamment. Mais aux transports décarbonés, Laurent Wauquiez préfère les routes, et l'illusion que tous nos problèmes seront réglés grâce à l'hydrogène.



Les élus aux côtés des collectifs pour le retour du train en gare du Teil et sur la rive droite du Rhône (20 mars 2022)

Ferroviaire : une ambition régionale proche du néant

Alors que d'autres régions misent massivement sur le train, la région Auvergne-Rhône-Alpes peine même à saisir des opportunités, comme la réouverture de la gare du Teil (Ardèche). En effet dès septembre 2022, les TER Occitanie de la nouvelle ligne de Nîmes à Pont-Saint-Espirit viendront faire leur retournement au Teil. Et pour l'instant, ils ne s'arrêteront pas dans le seul département de France non desservi par le train ! Seule promesse de Laurent Wauquiez : prolonger les études, encore et toujours. Alors qu'il suffirait de peu d'argent public pour permettre 30 km de desserte sur la rive droite du Rhône ! Un non-sens dénoncé par notre groupe et par les associations d'usagers et les riverains.

Autre sujet majeur en matière de réouverture de lignes de trains : la ligne entre Thiers (Puy-de-Dôme) et Boën (Loire), permettant une liaison directe entre Saint-Etienne et Clermont-Ferrand, interrompue depuis 2016. Nous avons plusieurs fois demandé un plan d'actions pour régénérer les lignes TER du quotidien, et notamment permettre la réouverture

la plus rapide possible de la section Thiers-Boën, stratégique pour relier les deux anciennes régions. Amendements systématiquement rejetés.

Report modal : le gouffre financier du Lyon-Turin comme seule perspective ?

Comment aborder les transports en Auvergne-Rhône-Alpes sans parler de la ligne Lyon-Turin ? Ce projet de création d'une ligne à grande vitesse (LGV) reliant Lyon à Turin est dénoncé par de nombreuses associations de protection de l'environnement depuis des dizaines d'années. Une ligne reliant les deux villes existe déjà et la ligne LGV implique le forage d'un tunnel de 57 kilomètres dans la montagne, avec la présence d'amiante naturelle, une importante déforestation, des émissions massives de CO₂...

Nous préconisons plutôt un développement rapide du report modal des camions vers le train grâce à l'optimisation des infrastructures existantes et par un rééquilibrage des conditions de concurrence avec la route (fiscalité, conditions de travail). L'urgence est là : améliorer l'existant pour mettre les marchandises sur les trains et avoir une meilleure desserte ferroviaire des vallées alpines.

« Concernant le report modal dans les vallées alpines, nous avons dénoncé le manque d'anticipation des pouvoirs publics et des décisions à rebours de la nécessaire planification écologique. »

Concernant le report modal dans les vallées alpines, nous avons interpellé le nouveau gouvernement dès sa nomination en mai 2022 par une lettre ouverte signée par les élus régionaux, les parlementaires et les maires écologistes. Dans cette lettre, nous avons dénoncé le manque d'anticipation des pouvoirs publics et des décisions à rebours de la nécessaire planification écologique. Nous avons demandé le fléchage des financements vers les solutions permettant un transfert rapide des flux de marchandises et passagers de la route vers le rail, sans réponse à ce jour.

Acharnement thérapeutique pour le Clermont-Orly

La Convention citoyenne pour le Climat a proposé la fin des vols intérieurs dès lors qu'il existe une alternative bas carbone de moins de 4h. C'est le cas de la liaison ferrée Clermont-Paris, qui se faisait en 2h59 en 2008, avant de remonter, faute d'investissement, à 3h25 dans le meilleur des cas.

Au lieu de soutenir le train, Laurent Wauquiez a préféré jeter de l'argent public par les hublots d'avions à moitié vides entre Clermont-Ferrand et l'aéroport d'Orly, 260 000 € entre novembre 2021 et le 27 mars 2022, date d'arrêt de la desserte, faute de fidèles. Ajoutons à ça les 30 000 € de courriers du conseil régional adressés aux entreprises locales afin de les inciter à prendre l'avion... Soit autour de 100€ de financement public par billet ! L'acharnement thérapeutique sur cette ligne aura été total, et totalement inutile.

Conférence de presse afin de présenter «la lutte des suc» qui se dresse contre le projet de déviation de la RN88 (20 janvier 2022)



RN88: Wauquiez fait fausse route

Projet phare de Laurent Wauquiez, cette déviation d'une dizaine de kilomètres de la RN88 reliant Saint-Etienne (Loire) au Puy-en-Velay (Haute-Loire) est censée traverser les paysages des suc (dômes volcaniques). Pour parvenir à ses fins, la région a versé une enveloppe d'environ 198 millions d'euros au projet, soit 87 % du coût de l'infrastructure alors qu'il s'agit d'une route nationale, ce qui n'entre pas dans les compétences régionales ! Ce projet destructeur des paysages et de la biodiversité ne permettra de gagner que 3 minutes de temps de trajet pour les automobilistes. Face à une importante opposition citoyenne, notamment du collectif « Lutte des Suc » qui a déposé plusieurs recours en justice, le projet est à l'arrêt depuis l'an dernier. Notre groupe a également déposé plusieurs recours devant le tribunal administratif.



Économie, Formation Emploi : le choix d'un mode passéiste et inadapté

Cette année a vu le vote au pas de charge de schémas régionaux très importants pour l'économie, la formation et l'enseignement supérieur dans notre région : le plan « Retour au travail », le SRDEII (Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation), le SRESRI (Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation), et le CPRDFOP (Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle). Cette méthode expéditive d'élaboration remet en question son caractère démocratique : absence de bilan et d'évaluation des expériences précédentes, faible concertation, manque de transparence... Nos contributions et nombreux amendements ont été une nouvelle fois écartés sans justification ni débat.

Économie et formation : la compétition fait rage pour l'exécutif

L'exécutif régional est limité par une vision restrictive et passéiste de l'économie où seules compétition et croissance font loi. Le modèle économique défendu par Laurent Wauquiez n'est pas viable : la disponibilité infinie des ressources et la réduction infinie des « coûts » du travail sont des gageures. Les défis écologiques sont les grands oubliés de cette politique. Pourtant, les politiques économiques régionales devraient contribuer à nous adapter au dérèglement climatique et soutenir la souveraineté de notre territoire pour lui permettre de nourrir ses habitant·es, les chauffer, les loger, par le financement de filières ad hoc (filiales liées à l'alimentation, à la biomasse, aux énergies renouvelables, aux éco-matériaux).

Les élu·es écologistes travaillent en faveur d'une autre vision de l'économie et de la formation, plus juste, plus inclusive et plus écologique. Il s'agit de prendre en compte les inégalités croissantes, la quête de sens au travail, la crise climatique, pour une économie résiliente et soutenable. En ce sens, notre groupe a choisi de mener ses propres auditions pour enrichir ses contributions, et déposer des amen-

dements au plus près des besoins et attentes. Ont été défendus : la lutte contre la précarité étudiante, le soutien à l'économie sociale et solidaire, l'accompagnement des entreprises dans leur transition écologique, l'économie régénérative, etc.

Formation : la grande méprisée

La formation (initiale ou continue) est perçue par la droite régionale comme un secteur inféodé aux entreprises. En conséquence, la Région favorise les sciences dites « dures » au détriment des sciences humaines et sociales. Et ce, sans se préoccuper des aspirations des étudiant·es. Et tout est prétexte à la non-consommation de crédits de formation continue, pourtant déjà en forte baisse depuis 2016. Or, la formation est indispensable pour préparer aux métiers verts et aux métiers du soin dont nous avons tant besoin. Mais tant que chaque chômeur ou stagiaire ne devra pas porter un badge d'un mètre sur un mètre estampillé « La Région a financé ma formation », il est malheureusement peu probable que cette compétence retrouve le devant de la scène.

Le projet Inspira : l'exemple de ce qu'on ne peut plus faire



Rencontre avec les collectifs en lutte contre le projet INSPIRA en Isère (2 juin 2022)

Les élu·es écologistes étaient le 2 juin sur le site du projet Inspira, soutenu par la Région, au bord du Rhône à 25 km au sud de Vienne. De nombreuses entreprises et industries chimiques y sont implantées et concentrent des activités polluantes et particulièrement consommatrices d'eau. Plus de 350 hectares agricoles sont encore en passe d'être transformés de manière irrémédiable. Notre groupe a confirmé son soutien à l'association Vivre Ici Vallée du Rhône Environnement qui dénonce la dégradation et l'épuisement de la ressource en eau et demande la réactualisation du projet, devenu obsolète.



Soutien aux salariées de Ferropem le 3 mars à Albertville, avant leur départ pour des rendez-vous au Ministère des Finances.

Ferropem : la Région entre impuissance et désintérêt pour la filière des énergies renouvelables

Dans les Alpes se dresse une forteresse industrielle centenaire. Elle a vu se succéder des générations d'ouvrier·ères sur ces terres de labeur. L'usine Ferropem de Château-Feuillet à La Léchère (Savoie) est un fleuron, un symbole du savoir-faire industriel de la Tarentaise et un maillon indispensable à la structuration d'une filière photovoltaïque performante.

Toujours plus avide de rentabilité financière, le groupe Ferroglobe s'est entêté dans un projet de restructuration conduisant à la fermeture de ce site. Le 5 mai, la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités a validé le plan de sauvegarde de l'emploi concernant le dernier site en Europe à produire du silicium de calcium. Les 221 employé·es sont licencié·es après un an d'attente.

Au-delà des indignations, la Région comme l'Etat ont laissé faire, refusant toute nationalisation temporaire permettant de conserver un outil de production indispensable à l'heure de la nécessaire réindustrialisation de notre pays. Pourtant, la production vendue de 2021 a retrouvé le niveau de 2019. Au 4^e trimestre 2021, face à l'augmentation record des cours du silicium, le chiffre d'affaires de Ferroglobe a augmenté de 33 % pour revenir à son niveau de 2018 !

L'atout de cette usine tient à ses ouvrier·ères qui ont su s'adapter et faire preuve d'innovation, améliorant ainsi la productivité pour être dans le peloton de tête des industries du groupe. Dans le contexte de crises multiples que nous traversons et qui révèlent la nécessité d'une souveraineté industrielle et d'une politique énergétique fortes et autonomes, la fermeture du site de Château-Feuillet est impensable et condamne l'avenir d'une filière silicium dans notre région et en Europe.



L'offensive identitaire de Laurent Wauquiez



Trois semaines avant le premier tour de l'élection présidentielle, c'était prévisible, Laurent Wauquiez allait nous proposer un medley de ses obsessions identitaires. Bingo : l'assemblée plénière de mars 2022 a vu l'inscription à l'ordre du jour de trois rapports, tous plus nauséabonds les uns que les autres.

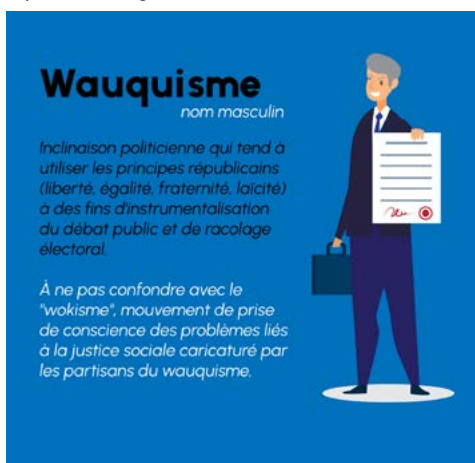
« Valeurs de la France et lutte contre le communautarisme »

Laurent Wauquiez n'est plus parlementaire, mais il aime réécrire la loi. Sa « charte des valeurs de la France et de la laïcité » propose pêle-mêle d'interdire l'écriture inclusive et les tenues religieuses dans tous les équipements publics, le tout en se drapant dans la laïcité, mais en maintenant la crèche de Noël dans l'hôtel de région et l'instrumentalisation de l'aide humanitaire pour nourrir une guerre civilisationnelle aux relents de croisades au Proche-Orient.

À cette charte s'ajoute un « contrat d'engagement républicain » (CER), version régionale du texte issu de la loi séparatisme d'août 2021 : ce CER wauquiste propose d'exclure toute association ou collectivité acceptant « le port de tenues vestimentaires traduisant une quelconque forme de prosélytisme religieux dans un équipement public, à l'exception des représentants des cultes ». Et cerise sur le pudding à l'arsenic, ce CER régional prend soin d'enlever l'identité de genre des motifs de discrimination : dans la région de Laurent Wauquiez, la transphobie, c'est permis

! Suppression des aides « pour comportement incivique »

L'exécutif a également proposé la suppression des aides régionales aux lycéen·nes suite à tout signalement par un « tiers de confiance » (sans précision) d'un « comportement incivique », un terme flou et qui pourrait recouvrir en réalité des faits très disparates. Exemple pour les aides sociales à la cantine dans les lycées : un lycéen pauvre n'aura pas le droit à l'erreur sinon il ne pourra plus manger à la cantine (sans voie



de recours ni droit à la défense), alors qu'un lycéen d'une famille aisée pourra se comporter de la pire des façons sans problème, ses parents auront toujours les moyens de lui payer la cantine.

Lycées : l'émancipation, voilà l'ennemi !

3e étape de l'offensive : les actions

éducatives dans les lycées. L'exécutif avait déjà refusé de soutenir les projets de santé sexuelle et d'écocitoyenneté. Il a décidé de supprimer toutes les aides régionales aux séjours linguistiques internationaux et aux activités culturelles. Ne sont maintenues que quatre thématiques : fierté régionale, volonté d'entreprendre, valeurs républicaines et sport de haut niveau ! C'est donc un carcan qui est proposé, un projet étriqué et rabougri, voire indigent, pour former des citoyennes et citoyens formatés et compétitifs.

Une offensive identitaire qui touche aussi l'enseignement supérieur

Cette offensive identitaire frappe également de plein fouet l'enseignement supérieur. Le président de région a décidé de jouer aux inquisiteurs en coupant les subventions de la Région à Sciences Po Grenoble. Laurent Wauquiez a justifié cette décision par la « dérive idéologique et communautariste » de l'IEP. Heureusement, le soutien financier de la région se résume essentiellement à l'attribution des bourses de mobilité aux étudiant·es.

Toujours dans sa croisade identitaire, l'exécutif régional a manifesté son opposition à la décision de l'université de Clermont-Ferrand d'adopter une charte de communication encourageant l'utilisation de l'écriture inclusive.



Plus d'infos :

Toujours plus de surenchère sécuritaire

Laurent Wauquiez avait déjà choisi au précédent mandat de concentrer sa politique de sécurité sur la vidéosurveillance. Ce sont des millions qui sont distribués à chaque commission permanente, sans stratégie de prévention de la délinquance, sans réflexion sur l'efficacité de la dépense publique alors même que la Cour des comptes a interrogé la légalité de ces aides. Et certains déploiements interrogent : 22 caméras pour 1 358 habitant·es à Labégude dans la Drôme, soit 1 caméra pour 62 hab., ou encore 48 caméras pour 2 588 habitant·es à Sérézin-sur-Rhône (Rhône), soit 1 caméra pour 54 hab. !

Le début du second mandat de Laurent Wauquiez a été marqué par une nouvelle étape dans la surenchère de communication en matière de sécurité. Dès le 2 juillet 2021 était annoncée la création d'une brigade d'intervention dans les lycées sous la direction de la Région, et l'expérimentation de la vidéosurveillance avec caméras de reconnaissance faciale !

Une fois de plus, Laurent Wauquiez tente de s'afficher en grand chevalier de la sécurité publique. Notre groupe, garant des libertés publiques et du bon usage de l'argent public, a déposé un recours devant le tribunal administratif. La procédure est en cours.

Auvergne-Rhône-Alpes est-elle la région la mieux gérée de France ?

La Région la mieux gérée de France ! Laurent Wauquiez ne rate jamais une occasion de s'auto-congratuler : on est les meilleurs, les plus beaux, les plus forts, les premiers en tout. Il est vrai que les ratios financiers sont bons : des dépenses de fonctionnement « maîtrisées », une capacité de désendettement inférieure à 4 ans, un haut niveau d'épargne brute qui a permis d'investir 1,4 milliard d'euros en 2021. Mais pour quoi faire, et à quel prix ?

Derrière le vernis de l'évaluation des agences de notation financière, il y a la réalité d'une politique austéritaire et clientéliste. La compression des dépenses de fonctionnement, ce sont moins d'agent-es dans les lycées, moins de soutien aux acteurs culturels et aux associations environnementales, moins de formations pour les demandeur-ses d'emploi.

L'argent dilapidé dans des projets climaticides et clientélistes

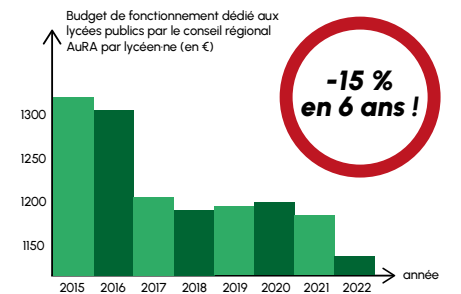
Et l'argent économisé n'est pas investi dans la transition écologique, mais dans des priorités dignes des années 1970 : des routes, le maintien sous perfusion de l'avion, l'aide aux lycées privés quand nos lycées publics se délabrent, les cadeaux aux chasseurs « premiers écologistes de France », l'installation de caméras de vidéo-surveillance dans le moindre recoin de la région et la multiplication des

canons à neige. Il sert également au clientélisme, qu'il s'agisse de minibuses pour les clubs sportifs (cf. encart) ou des subventions d'aménagement aux communes : en 2021, Saint-Etienne Métropole (405 000 habitant-es) a reçu 685 601 € de subventions alors que la commune du Puy-en-Velay, fief wauquiste, a bénéficié de 2 257 055 €, auxquels s'ajoutent 1 173 185 € pour la communauté de communes du Puy-en-Velay (83 000 habitant-es en tout) ! Laurent Wauquiez assume de couper les vivres des quatre métropoles, et refuse même de les associer à l'élaboration du Contrat de Plan État Région (CPER).

Le mur de la viabilisation des lycées

S'il existe une compétence où l'austérité produit des effets désastreux, ce sont bien les lycées. Les lycées de la région sont à la diète depuis 2016. Les aides sociales, projets pédagogiques et innovations démocratiques ont été asséchés, les agents manquent et ne sont pas remplacés. Cette politique intenable l'est encore moins alors que le coût de l'énergie explose. Les gestionnaires des lycées sont confrontés depuis quelques mois à un calcul insoluble. Nos lycéennes et lycéens devront-ils venir en classe en couverture de survie cet hiver, car les passoires thermiques non rénovées ne pourront plus être chauffées ? La seule réponse de la majorité de Laurent Wauquiez a été d'avancer

en juin au lieu de septembre le versement du solde de la dotation générale de fonctionnement (DGF) des lycées, sans l'augmenter. Une ultime salto pour gagner quelques semaines avant de percuter le mur à pleine vitesse.



Evolution du budget de fonctionnement consacré aux lycées publics par le conseil régional AuRA par lycéen-ne entre 2015 et 2022

L'autopromotion ne connaît pas la crise

Un secteur est plus chanceux : la communication, orientée pour promouvoir les actions de l'exécutif avec la multiplication des courriers promotionnels (y compris pour inciter à prendre l'avion, cf. page 9), des achats d'espaces publicitaires (un demi-million d'euros pour un festival organisé par une filiale de Vivendi !), de publicités sponsorisées sur Facebook (AuRA y dépense plus que l'ensemble des autres conseils régionaux) et bien sûr de panneaux bleus : le « Seigneur des panneaux » dépense au moins 500 € par unité !



Plus d'infos :

La Région semble s'être entichée des mini-bus : juste avant les élections régionales, ce ne sont pas moins de 21 millions d'euros qui ont été dépensés en minibuses cédés à des clubs sportifs. Avec quelques chiffres très intéressants sur la réalisation de l'opération des 300 minibuses floqués aux couleurs de la région (le « bleu Wauquiez »). On note une bien curieuse répartition, par exemple 12 pour les villes de Vichy et Cusset, mais 5 pour la ville d'Annecy, qui comporte pourtant trois fois plus d'habitantes.

Ces subventions sans critères précis et transparents sont bien loin d'être synonymes de région « la mieux gérée de France ». L'équité des territoires ne semble pas le critère déterminant et l'économie et la réduction des dépenses ne sont visiblement pas valables pour tout le monde.

Chaque attribution d'un minibus à un club sportif s'accompagne évidemment d'une photo en présence de l'élue de droite du coin, avec l'appui du service

presse pour avoir le bon article dans le quotidien local, si possible au plus près de la date d'ouverture des bureaux de vote. À cette pratique douteuse, s'ajoute une conséquence non mesurée pour les clubs sportifs : le poids de la gestion d'un minibus (parking, chauffeur, entretien, carburant, assurance). Mais comme cette problématique émerge après la photo, ce n'est plus très important.



Culture : Une année de luttes

Avec une coupe budgétaire de plus de 4 millions d'euros sur l'année 2022, Laurent Wauquiez a tranché sans ménagement dans les aides aux acteurs culturels. Il a également imposé le « contrat d'engagement républicain » à ce secteur pour toute aide financière à la région AuRA (cf. page 11).

« Tous les secteurs artistiques et culturels sont fragilisés (...) et les baisses mettent en péril la vitalité du tissu culturel régional et les emplois qu'il génère ».

Encore une fois, la décision a été prise par l'exécutif sans concertation, ni justification auprès des institutions culturelles et des collectivités territoriales qui les soutiennent et qui ont appris la suppression ou la baisse de leurs subventions dans la presse. Tous les secteurs artistiques et culturels sont fragilisés : spectacle vivant, enseignements artistiques supérieurs, festivals, centres d'art... Dans un contexte post-confinement qui a fragilisé les secteurs culturels, cette décision est inacceptable. Elle met en péril la vitalité du tissu culturel régional et pénalise toutes les habitantes des territoires touchés.

Décisions aléatoires et rupture du contrat républicain

Au fil des 70 ans de décentralisation culturelle, les collectivités publiques ont conclu un pacte républicain en matière d'action artistique et culturelle : coopérer ensemble pour développer des institutions et des projets culturels au service de l'épanouissement des citoyen·nes. Ce fragile équilibre a été rompu par Monsieur Wauquiez !

Il ne fait aucun doute que l'attaque est en partie ciblée contre les villes écologistes : Lyon perd 2 millions d'euros de subventions, la Métropole de Lyon est fortement touchée, tout comme la ville de Grenoble. Pour autant, les baisses de subventions sont en réalité aléatoires et incompréhensibles. Contrairement à l'argumentaire de l'exécutif, le monde rural n'est pas épargné : de nombreux festivals et lieux de diffusion perdent des

sommes considérables, entre autres, le festival de poésie « Lectures sous l'arbre » au Chambon-sur-Lignon se voit privé de la totalité de ses subventions. Peut-être parce que la maman de Laurent Wauquiez n'est plus maire de la commune depuis mars 2020 ?



Le soutien des élu·es écologistes

En réaction, notre groupe soutient activement la mobilisation des organisations professionnelles de la culture. Le 9 mai, il a adressé une lettre ouverte au président de région pour dénoncer les baisses drastiques de subventions régionales aux acteurs culturels. Les élu·es écologistes avaient également proposé un amendement pour augmenter le budget culturel régional lors de l'assemblée plénière relative au vote du budget. Mais Laurent Wauquiez préfère réserver des millions d'euros à des grands projets d'investissement qu'il pourra inaugurer en solitaire : le musée des tissus, le musée de la civilisation gauloise à Gergovie, etc.



Table ronde co-organisée par le groupe sur le thème culture et écologie politique lors du Festival d'Avignon le 12 juillet.

Le temps de la co-construction au festival d'Avignon

Suite à une formation des élu·es écologistes sur la thématique des festivals écologiques et respectueux des droits culturels, notre groupe co-organisait une table-ronde, en plein festival d'Avignon, autour des politiques culturelles en faveur d'un monde soutenable. Étaient présentes aux côtés de Grégory Doucet, Maire de Lyon : Christelle Blouët, coordinatrice du réseau Culture 21, Patricia Coler, déléguée générale de l'UFISC, Vincent Guillon, directeur de l'Observatoire des politiques culturelles et Rebecca Lasselin, directrice exécutive de la Compagnie Jérôme Bel. Animés par Pascale Bonniel Chalié, conseillère régionale de notre groupe, les échanges ont porté sur la nécessaire coopération entre acteurs et collectivités publiques, sur le soutien à la création artistique, sur la décarbonation de la culture et les droits culturels.

Les intervenant·es ont interrogé la relation entre culture et écologie politique pour engager la transformation des villes de demain par une politique culturelle ambitieuse, loin de l'austérité et du mépris affichés par Laurent Wauquiez et la majorité de la région.

Manifestation de collectifs devant l'hôtel de région contre les coupes budgétaires de l'exécutif envers le monde culturel (7 juin 2022)



Plus d'infos :

Guerre en Ukraine: Soutien aux exilé·es et au peuple ukrainien

L'offensive lancée par l'armée russe en Ukraine le 24 février dernier a évidemment choqué jusque dans notre région. La question de l'accueil des exilé·es ou encore celle des partenariats et soutiens financiers en direction des autorités ou des entreprises russes se sont posées. La coopération avec la Russie avait été développée plus qu'avec aucun autre pays par l'exécutif de Laurent Wauquiez ces dernières années, malgré les nombreuses mises en garde et alertes de notre groupe.

Pour un accueil digne des réfugié·es ukrainien·nes !

Lors de l'assemblée plénière du mois de mars, l'exécutif a pour la première (et seule) fois ouvert le dialogue avec les groupes d'opposition pour améliorer son rapport

« Mobilisation pour l'Ukraine ». Heureusement, car la première version faisait totalement abstraction du devoir d'accueil en France des réfugié·es. Notre action a permis d'intégrer un volet sur ce thème, y compris un soutien aux étudiant·es. Mais cette avancée n'a pas été jusqu'à reconnaître l'inconditionnalité de l'accueil des réfugié·es, d'où qu'ils viennent !

Notre groupe avait formulé un vœu commun aux groupes de gauche en faveur de l'accueil inconditionnel des exilé·es en Auvergne-Rhône-Alpes, sans distinction de leur origine géographique ou appartenance religieuse. Il n'a pas été soutenu par l'exécutif. Deux poids, deux mesures.



Plus d'infos :

Santé : Un peu de soins mais toujours pas de santé globale !

Crise de l'hôpital, explosion des maladies chroniques et des pandémies : la santé devait être un axe majeur du nouveau mandat. C'est pourtant un rapport centré sur le soin qui nous a été proposé en mars 2022. Exit la prévention, la santé environnementale et toute vision globale de l'écosystème de santé.

La santé environnementale et la prévention, grandes oubliées

Alors que 24 % des maladies sont attribuables à la dégradation de l'environnement dans le monde, la politique régionale fait totalement abstraction des déterminants environnementaux de santé. Il ne peut pourtant y avoir de corps sains dans un environnement malsain !

Même constat pour la prévention : la France ne consacre que 6 % de ses dépenses de santé à la prévention et le conseil régional AuRA a malheureusement le même tropisme, en concentrant son action sur les soins.



Samedi 22 janvier, devant le siège de la communauté d'agglo, à Gex, 150 personnes étaient réunies pour demander la création d'un hôpital public dans le Pays de Gex.

Offre de soins : par le petit bout de la lorgnette

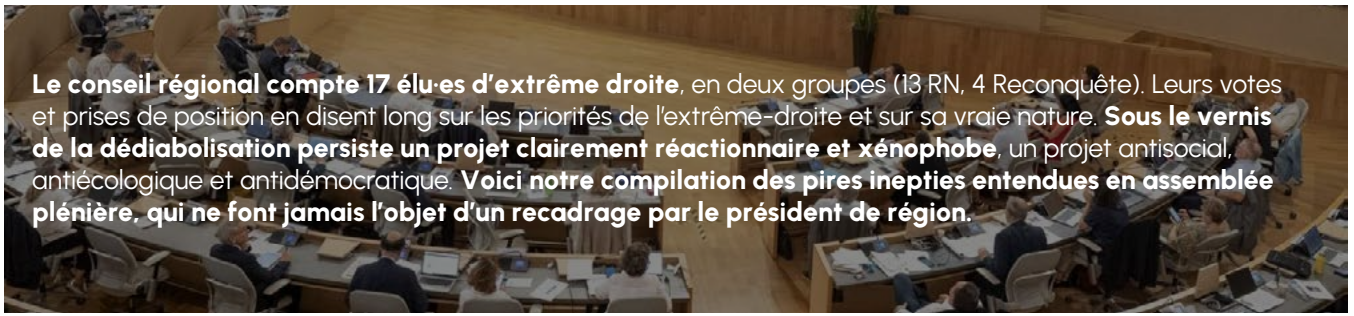
Dans la décennie à venir, le nombre de médecins va continuer de chuter en attendant les effets de la fin du numerus clausus depuis la rentrée 2021. Nous manquons de professionnel·les de santé, et le conseil régional devrait donc s'atteler à créer un écosystème de santé efficace pour notre région. Cela implique la fin de la concurrence entre territoires, l'accompagnement des futur·es professionnel·es de santé dès l'orientation post-bac et le soutien à l'exercice coordonné. Mais aussi d'investir dans les formations sanitaires, compétence de la région, y compris dans les conditions d'étude. Nos vœux en soutien aux sages-femmes et infirmier·ères ont pourtant tous été rejetés par la majorité de droite.

« Nous manquons de professionnel·les de santé, et le conseil régional devrait donc s'atteler à créer un écosystème de santé efficace pour notre région »

Ce travail multipartenarial est plus long et moins ronflant que les primes à l'installation et les inaugurations de maisons de santé - dont certaines restent vides. Il en va de même des promesses de création d'un hôpital dans le pays de Gex (Ain) : une fois la campagne passée, loin des caméras, les engagements s'effritent et les habitant·es s'impatientent.



Plus d'infos :



Le conseil régional compte 17 élu-es d'extrême droite, en deux groupes (13 RN, 4 Reconquête). Leurs votes et prises de position en disent long sur les priorités de l'extrême-droite et sur sa vraie nature. **Sous le vernis de la dédramatisation persiste un projet clairement réactionnaire et xénophobe**, un projet antisocial, antiécologique et antidémocratique. **Voici notre compilation des pires inepties entendues en assemblée plénière, qui ne font jamais l'objet d'un recadrage par le président de région.**

01. « Conduisez à son terme ce nettoyage des dépenses de fonctionnement, en supprimant toutes les subventions à destination d'ennemis politiques, bien camouflés dans d'innombrables associations et autres collectifs qui sont autant de paravents, de subversions de politiques intellectuelles et morales », **Stéphane BLANCHON, plénière de décembre 2021.**

02. « L'éducation est un principe de base, que ne reconnaissent pas certains hommes venus de l'immigration-invasion, dont la culture et le raisonnement restent incompatibles avec notre culture », **Christel DUPRÉ, plénière de décembre 2021.**

03. « Il faut une discussion sur le beau, le bien, le vrai, le pérenne, le non subversif à chaque fois pour le plaisir de verser dans la scatophilie, dans l'urinoir [...] j'ai des enfants de petit âge, et je n'ai pas envie de me retrouver avec un "vagin de la reine" dans un de nos lycées », **Isabelle SURPLY, plénière de mars 2022.**

04. « Vous venez pinailler et vous inquiéter exagérément pour quelques fougères, comme à votre habitude », **Jérôme BUISSON, plénière d'octobre 2021**

05. « Les prévisions de réchauffement de la planète qui nous étaient données il y a quelques années faisaient peur. Certains scientifiques nous annonçaient jusqu'à 4°C. Les prévisions qui sont données aujourd'hui sont beaucoup plus modérées », **Michel LUCAS, plénière de juin 2022**

06. « Attention à ne pas défigurer notre région avec vos éoliennes et vos rames de tram LGBT aux couleurs douteuses ! », **Isabelle SURPLY, plénière de juin 2022**

07. « Loin de ces néo-féministes françaises ou islamisées, je veux prôner un retour aux sources, à la nature [...] On a voulu faire croire aux femmes qu'elles étaient des hommes comme les autres, niant la profondeur de leur nature [...] Où sont passées ces valeurs qui faisaient notre grandeur, la beauté de la féminité quand les femmes ressemblaient à des femmes et avaient envie de ressembler à des femmes ? » **Isabelle SURPLY, plénière de décembre 2021.**

08. « Un dimanche sans chasse, c'est comme un dimanche sans pain, un dimanche sans messe », **Christophe BOUDOT, plénière de juin 2022**

09. « Il est aisé de circuler en vélo électrique, fruits frais et repas bio préparés dans une cuisine américaine, bien au chaud dans une sacoche hors de prix en cuir végétal, mais une majorité de nos administrés a besoin, plus prosaïquement, de sa voiture et pas pour récupérer sa baguette végan dans l'hyper centre chic de nos métropoles », **Benoît AUGUSTE, plénière d'octobre 2021.**

10. « Contrairement aux amendements écologistes nous ne sommes pas favorables à une gratuité totale des repas dans nos lycées, dont les familles, y compris modestes, doivent savoir participer a minima à l'effort quotidien de leurs membres sans assistantat excessif », **Benoît AUGUSTE, plénière de décembre 2021.**

Rejoignez-nous !

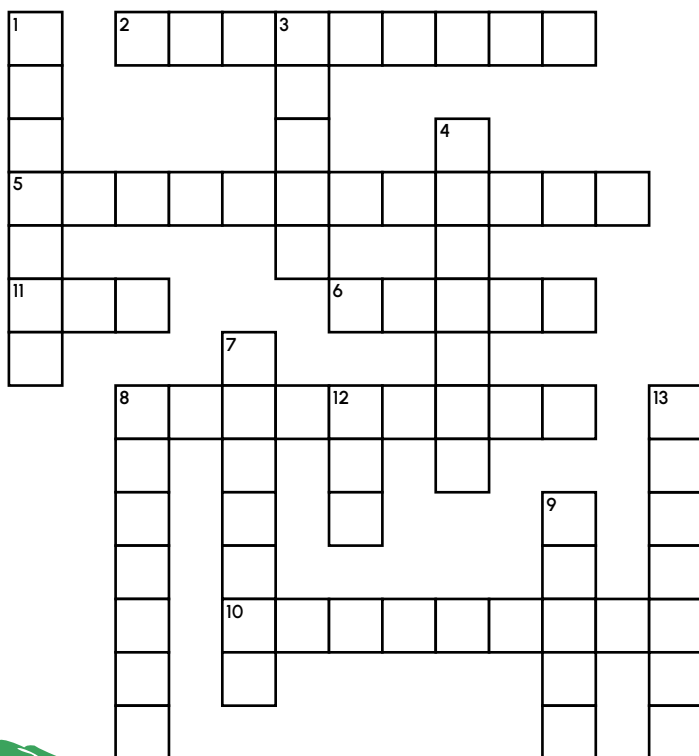
Fidèle à notre engagement, nous avons imaginé des formats pour rendre compte de nos différentes actions en tant que conseillères et conseillers régionaux. Parce qu'il en va de la vitalité démocratique, du respect de notre engagement de redevabilité, et parce que nous avons besoin de votre force : **rejoignez-nous !**

- ⊗ Newsletter mensuelle
- ⊗ Soirée visio d'échange avant ou après chaque assemblée plénière
- ⊗ Boucle de discussion Telegram et Whatsapp par territoire animée par les membres du groupe

Venez nous rencontrer et assister aux assemblées plénières du conseil régional en vous inscrivant par mail : **contact@ecologieaura.fr**

Prochaines assemblées plénières :
 Jeudi 20 et vendredi 21 octobre 2022
 Jeudi 15 et vendredi 16 décembre 2022





1 - Instrumentalisée et dévoyée à des fins politiques par Laurent Wauquiez avant chaque scrutin.

2 - Va nous sauver de toutes les crises sans renoncer à une once de mobilité.

3 - La solution d'avenir pour les mobilités, en 1960 (version sol).

4 - Joli cadeau aux clubs sportifs pour leur rappeler qu'il faut voter.

5 - L'art d'arroser là où les voix poussent le plus.

6 - La solution d'avenir pour les mobilités, en 1960 (version air).

7 - Outils surpuissants qui permettent de résoudre tous les problèmes de sécurité à coups de millions d'euros.

8 (horizontal) - Premiers écologistes de France.

8 (vertical) - Coûte trop cher, trop concentrée dans les villes de bobos écolos.

9 - S'il n'y en a plus, on en produira à coups de canons !

10 - Cure recommandée pour les lycées et associations.

11 - Ne s'arrêtera pas en gare du Teil avant un moment.

12 - Se fera bientôt raser pour gagner trois minutes en voiture.

13 - Bleu et omniprésent, mais vaut mieux éviter de tomber dedans.



Retrouvez la carte des mobilisations et suivez en temps réel les combats menés dans la région !

Sur un territoire aussi vaste que la région Auvergne-Rhône-Alpes, nous sommes mobilisé·es aux côtés de la société civile, au plus proche du terrain. En juin dernier, avec 80 participant·es au zoom régional « lançons l'alerte » nous avons cartographié nos différents combats. En rendant visibles ces mobilisations, nous montrons qu'une alternative est possible ! Rendez-vous à la rentrée pour étoffer cette carte des initiatives porteuses d'espoir !



Contactez-nous

Par courrier : Groupe Les Écologistes, conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, 1 esplanade François Mitterrand, CS 20033, 69269 Lyon Cedex 2

Par mail : contact@ecologieaura.fr

Sur notre site : ecologieaura.fr

Sur nos réseaux : @ecologieaura



Directrice de publication :

Fabienne Grébert, présidente du groupe.

Rédaction :

Enzo Poultréniez, Camille Dantec-Ferri, Inès Arioli, Luc Antoine.

Graphisme : Thomas Millet-Ursin.

Impression : IML Communication, imprimerie écoresponsable certifiée PEFC et IMPRIM'VERT (Saint-Martin-en-Haut, Rhône).